

Le Manifeste - Contre²

« *La propagande est aux démocraties ce que la violence est aux dictatures.* »

-Noam Chomsky

Montréal, le 10 avril 2012

Nous, étudiantes et étudiants de la promotion 2012 du Diplôme d'études supérieures spécialisées en Design de jeux de l'Université de Montréal, prenons fait et cause pour la grève générale des étudiants québécois qui dénonce la hausse prévue des droits de scolarité et nous prononçons en faveur d'un cheminement collectif vers la gratuité scolaire. Par l'entremise de notre œuvre vidéoludique, nous ne souhaitons ni avilir, ni diffamer, ni démoniser une personne, un groupe ou une idée. Défiant les dictats du politiquement correct, nous avons voulu mettre en lumière l'insidieuse propagande et la démagogie-spectacle qui envahissent l'espace public et médiatique et qui ont clairement pour but de discréditer le mouvement étudiant et de miner tout dialogue entre les différents groupes du corps social. Notre jeu se réclame du paradigme des jeux sérieux [1,2] (*serious games*) et, au-delà de sa fonction de divertissement, il cherche à conscientiser le joueur à la manière dont s'organise le discours idéologique propagandiste étatique et aux acteurs sociaux accessoires à la diffusion de ce discours. Ultimement, notre intention est de faire comprendre aux étudiants que, s'ils restent unis, leur voix sera entendue, que l'ensemble de la société bénéficiera de leurs revendications et qu'en définitive, la démocratie sera servie. L'unilatéralisme arrogant ne doit en aucun cas devenir la prérogative de nos gouvernants.

Au-delà de l'aspect à la fois ludique et réflexif de notre jeu, nous souhaitons profiter de la tribune qu'il nous offre afin de partager certaines de nos convictions et de contribuer au débat de société qui devra avoir lieu au Québec à propos de l'état du système d'éducation et de l'avenir de la société québécoise. Voici quatre pistes de réflexion que nous soumettons au débat :

1) À l'aube du troisième millénaire, nous constatons que les économies occidentales et mondiales les plus performantes sont désormais fondées sur le savoir [3,4]. Les États qui montrent les meilleurs rendements sont ceux qui sont en mesure d'exploiter de manière optimale le capital immatériel que représentent le savoir et le savoir-faire des citoyens, notamment à travers la compréhension, l'intégration et l'exploitation des nouvelles technologies. Faire preuve d'ingéniosité, de créativité et d'innovation, voici en quelques mots les clés de la réussite. On cite souvent les succès du modèle économique scandinave. On vante en fait souvent les vertus du modèle social-démocrate nordique. Lorsque nous considérons certains bons coups de la société suédoise, par exemple, et de certains de ses champions industriels, nous, Québécois, devrions être perplexes. Parce qu'après tout, les points de comparaison entre nos deux nations sont nombreux [5]. Notons, à titre d'exemple du succès scandinave, que la Suède a enfanté IKEA, un géant international du design et de la manufacture de meubles. Voici ce que peut engendrer une société qui sait encourager et exploiter la créativité. Transformer une ressource naturelle abondante en un ingénieux produit de masse accessible à tous, c'est un système à la fois simple et particulièrement rentable. Le Québec n'est-il pas riche en bois ? Tellement riche que nous vendons nos ressources forestières à nos voisins du Sud, et ce, à un prix très modique ? La Suède produit aussi des automobiles. Volvo, par exemple, est une marque de luxe réputée internationalement. Une

question s'impose : nous qui sommes parmi les plus grands producteurs d'électricité au monde, pourquoi ne sommes-nous pas les premiers concepteurs d'automobiles électriques ? Les ressources minières du Québec sont considérables. Le plan Nord du gouvernement Charest propose de les exploiter. Si nous arrivons à le faire de façon correcte et rentable (ce qui n'est pas une mince affaire), que désirons-nous qu'il advienne de ces ressources ? Le Québec est-il une économie du tiers monde qui ne peut se construire qu'à partir de l'exportation de matières premières ? Ne voulons-nous pas plus de compagnies de la trempe de Bombardier ? Nous croyons en une économie québécoise forte, créative et innovatrice propulsée vers l'avenir par des corporations novatrices dans des secteurs stratégiques qui tirent à la fois profit de nos richesses naturelles et du potentiel créateur de nos concitoyens. Pour y arriver, nous ne devons pas négliger l'exemple suédois ni d'ailleurs le considérer comme une utopie inatteignable. En Suède, l'éducation universitaire est gratuite pour tous [6]. L'importance d'investir dès maintenant dans les cerveaux de demain nous semble être une évidence.

2)La réforme de l'éducation implantée depuis 2005 par le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) du Québec a eu des résultats pour le moins mitigés [7,8,9]. Sans vouloir faire ici le procès de la réforme, force est d'admettre que le problème de l'accessibilité transcende les études universitaires et est plutôt systémique. Problème que la hausse des droits de scolarité ne fera qu'exacerber. Considérons donc les chiffres, ils sont évocateurs. Près de deux jeunes sur cinq n'obtiendront pas leur diplôme d'études secondaires dans les cinq ans impartis [10]. Pire encore, en matière de décrochage scolaire, le Québec fait piètre figure : un jeune sur dix quittera le réseau de l'éducation sans diplôme. Ces taux deviennent littéralement catastrophiques lorsque l'on considère la disparité ethnosociologique. Sans surprise, le taux de décrochage est élevé et atteint presque 40 % dans certains quartiers pauvres de Montréal. Les jeunes francophones ont aussi plus tendance à décrocher que les jeunes issus de milieux allophones ou anglophones [11]. Comment récupérer ces jeunes ? Comment les réconcilier avec la société du savoir que nous voulons construire si nous cadenassons les portes des établissements d'études supérieures ? Les acquis sociaux obtenus grâce à la Révolution tranquille s'effritent inexorablement, année après année, une coupure à la fois, dans notre sacrosainte croisade pour l'équilibre budgétaire. Combien d'enfants de notre nation seront sacrifiés sur l'autel du déficit zéro ? Et quel sera à long terme le prix à payer par notre société ? Le débat sur le financement des universités ne peut se faire de manière isolée; c'est tout notre système d'éducation qui doit être repensé.

3)La gratuité scolaire pourrait être atteinte moyennant un financement de 700 millions de dollars par année (ce qui représenterait 1% des dépenses annuelles de l'État) [12]. Les dernières réductions d'impôts offertes par le gouvernement libéral aux contribuables québécois a privé l'État de 950 millions de dollars par an. Plus encore, l'élimination progressive de la taxe sur le capital (qui touchait les plus riches de nos concitoyens) nous a amputés d'un excédent de 890 millions de dollars [13]. Mais oublions la gratuité scolaire et considérons ce que rapportera réellement la hausse des droits de scolarité. D'ici cinq ans, le gouvernement engrangera un surplus de 332 millions de dollars grâce à la hausse imposée aux

étudiants. De ce montant, 116 millions seront réinvestis dans le régime de prêts et bourses, presque exclusivement sous la forme de prêts, ce qui n'aura pour effet que d'augmenter l'endettement étudiant qui atteint déjà des sommets inquiétants. Une portion non négligeable des gains générés par la hausse sera consacrée à la publicité des établissements universitaires et à l'immobilisation, malgré la controverse entourant l'îlot voyageur uqamien et le campus d'Outremont de l'UdeM. Au bout du compte, à peine une fraction des 332 millions sera consacrée à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Restreindre l'accessibilité des études universitaires pour un nombre important de citoyens (comme le montre sans équivoque l'exemple de la Grande-Bretagne [14]) et augmenter l'endettement des jeunes pour qu'en définitive des miettes soient consacrées à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, est-ce cela la « juste part » que doivent assumer les étudiants ? Ne serait-il pas plutôt temps de réinvestir une partie des généreux programmes d'aide financière aux entreprises [15] et de se questionner sur la juste répartition de notre richesse collective ?

4)Finalement, nous voulons souligner que la grève étudiante a le mérite de sortir le Québec de sa torpeur. Le cynisme des électeurs québécois a été à son comble durant la dernière décennie. Nous les avons vus accorder leur faveur à la droite adéquiste de Mario Dumont, boudier le Parti québécois pour un Parti libéral minoritaire, puis finalement saborder le Bloc québécois en votant massivement pour la gauche néo-démocrate de feu Jack Layton. Pendant ce temps, petit à petit, le gouvernement fédéral conservateur sape les acquis historiques du Québec dans la Confédération canadienne. Les libéraux provinciaux bradent quant à eux les acquis sociaux des 40 dernières années. Et tout cela, dans une ambiance d'apathie collective. Il est bon pour l'ensemble de notre société que notre génération se responsabilise, qu'elle s'indigne et qu'elle revendique un Québec meilleur. Quel que soit le résultat de nos revendications, le message est clair : la démocratie ne sera pas muselée. La voix de la jeunesse sera entendue. Il y a eu un mai 68, il y a aura un mai 2012. Partout dans le monde, les mouvements étudiants s'organisent [16]. Le bateau a dérivé depuis trop longtemps. Il est temps de changer de cap !

Nous, étudiantes et étudiants du Diplôme d'études supérieures spécialisées en Design de jeux, disons non à la hausse imposée par le gouvernement libéral de Jean Charest. Pas seulement dans notre intérêt, mais dans l'intérêt de tous ceux qui nous suivront. Continuons la grève jusqu'à ce que se dessine un projet d'avenir l'emportant sur le populisme, jusqu'à ce que le gouvernement écoute la jeunesse québécoise et accepte de débattre avec elle. Nous disons oui à la gratuité scolaire, oui à la sociale démocratie, oui à une société du savoir libérée de la dérive de la pensée et des démagogues de droite. Ne parlons plus de « juste part », parlons de juste répartition de la richesse. La propagande idéologique du gouvernement libéral est une arme dangereuse que nous avons le devoir de dénoncer. Monsieur Charest, Monsieur Bachand, Madame Beauchamp, nous vous avons entendus. Nous sommes prêts !

RÉFÉRENCES

- (1)<http://www.cerium.ca/Le-jeu-video-serieux-La-guerre-et>
- (2)<http://www.nicolasfrot.net/2010/11/le-marche-des-serious-games/>
- (3)http://fgimello.free.fr/documents/economie_connaissance.pdf
- (4)http://www.oecd.org/document/21/0,3746,fr_2649_34269_1894485_1_1_1_1,00.html
- (5)<http://www.infrastructures.com/0706/neige1.htm>
- (6)<http://www.etudionsaletranger.fr/etudier-en-suede/les-frais-d-inscription-aux-universites-en-suede>
- (7)<http://www.ababord.org/spip.php?article177>
- (8)M'hammed Mellouki (2010), *Promesses et ratés de la réforme de l'éducation au Québec*, Les Presses de l'Université Laval, Formation et profession, 348 pages.
- (9)<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/285227/reforme-de-l-education-le-refus-d-avancer-en-arriere>
- (10)<http://rire.ctreq.qc.ca/2010/11/de-nouvelles-donnees-sur-le-decrochage-au-quebec-et-au-canada/>
- (11)<http://www.ledevoir.com/societe/education/232633/statistique-canada-le-decrochage-scolaire-a-augmente-au-quebec-sous-les-liberaux>
- (12)<http://www.droitsdescolarite.ca/fr/investir.html>
- (13)<http://www.iris-recherche.qc.ca>
- (14)<http://www.europe1.fr/International/GB-l-universite-reformee-au-forceps-330681/>
- (15)<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/opinions/chroniques/michel-girard/201203/26/01-4509279-droits-de-scolarite-le-gel-un-bon-investissement-gouvernemental.php>
- (16)<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201204/06/01-4513276-la-mobilisation-etudiante-est-mondiale.php>